

Economic Survey of Europe 1957, par la Division de la recherche et de la planification de la commission économique de l'Europe. Un vol., 8½ po. x 11, broché, 405 pages. — Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations-Unies, Genève, 1958

Camille Martin

Volume 34, Number 2, July–September 1958

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1000213ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1000213ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Martin, C. (1958). Review of [*Economic Survey of Europe 1957*, par la Division de la recherche et de la planification de la commission économique de l'Europe. Un vol., 8½ po. x 11, broché, 405 pages. — Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations-Unies, Genève, 1958]. *L'Actualité économique*, 34(2), 332–333. <https://doi.org/10.7202/1000213ar>

En raison de la complexité des méthodes, l'auteur consacre une première partie à des explications méthodologiques. La méthode générale appliquée à la comparaison des niveaux des tarifs des pays du marché commun revient « à comparer leurs distributions de fréquences et les valeurs-types relatives à chacune de celles-ci ».

Les résultats de l'opération indiquent que les tarifs français et italiens sont les plus élevés, le tarif du Benelux, le plus bas, et le tarif allemand, intermédiaire.

En ce qui concerne les droits moyens appliqués aux cinq groupes des produits considérés, réserve faite de très grandes variations, il appert que les tarifs sur les produits agricoles sont partout les plus élevés, ceux des matières premières les plus bas, ceux des produits chimiques et des produits manufacturiers, variables selon les pays, mais toujours compris entre les deux premiers groupes.

Une note sur la notion de protection douanière, ses rapports avec le niveau des droits et le problème de la pondération des indices du niveau des droits, complète l'étude.

Camille Martin

Economic Survey of Europe 1957, par la DIVISION DE LA RECHERCHE ET DE LA PLANIFICATION DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE. Un vol., 8½ po. × 11, broché, 405 pages. — DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DES NATIONS-UNIES, Genève, 1958.

Ce onzième rapport du secrétariat de la Commission économique européenne a pour but d'analyser, pour le compte de la Commission elle-même (et de plus pour faciliter la tâche du Département des Affaires économiques et sociales qui doit rendre compte au Conseil économique et social des Nations-Unies des conditions économiques dans le monde), les développements qui se sont produits au cours de l'année dans l'économie des pays d'Europe, et les tendances qui se sont manifestées à l'étranger et qui sont de nature à modifier le contexte économique sur lequel les pays d'Europe assoient leur politique.

La revue des développements économiques qui se sont produits en Europe orientale et en Union Soviétique au cours de l'année 1957 et en Europe occidentale à partir de 1953 est suivie du rapport d'analyse des effets de modifications dans les dépenses domestiques et dans les exportations de certains pays d'Europe occidentale.

Selon la coutume des années précédentes, on a profité de l'occasion pour attirer l'attention sur un problème particulier de politique économique que les pays d'Europe ne doivent pas perdre de vue. Il s'agit, cette année, de la croissance du commerce de l'Europe de l'Ouest et de l'importance future probable de certaines orientations qui, il faut l'ajouter, n'intéressent pas seulement l'Europe mais les autres continents également.

Pour la première fois depuis 1954, on a cru devoir analyser non seulement les courants est-ouest du commerce européen mais aussi la répartition géographique et la composition des échanges internationaux de l'Europe de l'Est et de l'Union Soviétique. Cette addition, de même qu'une revue des développements et des problèmes de la main-d'œuvre et de l'embauchage, que l'on trouve au chapitre

VII, ont été rendues possibles grâce à un meilleur approvisionnement des données statistiques en provenance de ces derniers pays. Camille Martin

Madagascar et les bases dispersées de l'Union Française, par CHARLES ROBEQUAIN. Un vol., 5¾ po. × 9, broché, 586 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boulevard Saint-Germain, Paris, 1958. (2,500 frs).

Ce volume, d'une collection consacrée à l'Union Française, réunit des pays à la vérité fort dispersés dans l'espace et rattachés à la France à des époques et dans des circonstances fort diverses: les «vieilles colonies» (Antilles et Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon, Réunion, les îles), fruits des découvertes de la fin du XVIIIe et du début du XIXe siècle dans les immensités du Pacifique Sud; la Somalie, témoin de la rivalité franco-britannique dans le partage de l'Afrique; Madagascar, l'une des pièces maîtresses de la construction coloniale achevée par la IIIe République; la Terre Adélie, secteur français du dernier territoire qui restait à partager sur notre planète.

Cet ensemble forme 6.6 p.c. de la superficie des pays d'outre-mer de l'Union Française; il compte approximativement 6 millions d'hommes, soit 10.7 p.c. de la population totale de ces pays, avec une densité moyenne d'environ 8 au kilomètre carré; il fournissait en 1955, 14 p.c. des exportations et recevait un peu plus de 13 p.c. en valeur, des importations de l'Union Française.

Par sa masse et son peuplement, l'île de Madagascar méritait sans doute la première place. Non seulement elle l'occupe dans cet ouvrage, mais elle en couvre plus de la moitié des pages à elle seule. Le travail est surtout descriptif. C'est un inventaire des champs de la géographie physique, humaine et économique.

Cette étude rassemble des pays divers et dispersés au possible, mais qui ont au moins une affinité générale, mais probablement une seule, l'appartenance commune à l'Union Française. La France qui est au cœur de ce rassemblement, dont les épisodes sont si intimement liés à son histoire, ne peut pas ne pas être une sorte de dénominateur commun. Son rôle et son influence sont donc toujours en question. Camille Martin

Moyen-Orient, par ERNEST TEILHAC. (Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée, série F, no 8). Une brochure de 49 pages. — INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE, 35, boulevard des Capucines, Paris 2^e, 1957.

Ce cahier est éminemment susceptible de faire saisir les raisons des difficultés actuelles du Moyen-Orient. L'auteur est depuis vingt ans titulaire de la chaire d'économie politique de la faculté de Droit de Beyrouth et a d'ailleurs publié de nombreux autres ouvrages sur divers aspects du Moyen-Orient. Il aborde d'abord le problème démographique qui menace l'existence même de ces pays. Certains pays du Moyen-Orient sont surpeuplés, d'autres sont aux prises avec une sous-population. Si l'on superpose les deux phénomènes, on en arrive à un Moyen-Orient sous-peuplé, mais dont la population s'accroît de plus d'un million par année. Il existe bien un surplus de terre cultivable qui permettrait